

de la population. Nous avons entendu des sermons sur l'unité nationale qui nous ont donné l'impression que nous sollicitons la majorité de faire preuve d'indulgence et de bienveillance envers la minorité québécoise. Ce n'est pas ainsi que nous devons nous traiter mutuellement en citoyens libres de ce grand pays. Non, monsieur le président. Anglophones et francophones ont leurs qualités et leurs défauts, mais nous devons nous donner la main quand nous nous efforçons de résoudre nos problèmes. Comment peut-on y arriver? La chose est possible si nous connaissons la vérité sur l'effort de guerre des Canadiens français. Nous ne la connaissons pas. J'ai écrit au ministre le 14 janvier, le priant de m'aider à obtenir des précisions sur les Canadiens français qui se sont enrôlés dans des unités canadiennes de langue anglaise. En mars je n'avais pas encore reçu de réponse. J'ai alors consigné ma lettre au harsard. Toujours pas de réponse. J'ai alors envoyé à l'intéressé une copie du harsard à laquelle je joignais une autre lettre. Toujours pas de réponse. Par la suite j'ai rencontré son secrétaire qui m'a montré une lettre que le ministre avait signée trois semaines auparavant, mais cette lettre ne m'avait pas été remise parce que le ministère de la Défense nationale et d'autres départements ne le permettaient pas. J'ai alors écrit une autre lettre. Le secrétaire du ministre m'a dit par téléphone que le ministre avait joint une note à ma lettre disant que, d'après lui, j'avais parfaitement droit de demander ces renseignements. Mais je n'ai pas encore reçu d'accusé de réception de ma première lettre. Est-ce raisonnable?

Je tiens à avoir les chiffres complets relativement à l'effort de guerre des Canadiens français. Quand nous les aurons, nous pourrions discuter la question avec qui que ce soit. Si nous avons tort, tant pis pour nous; si nous avons raison, tant mieux pour nous. Nous ne craignons pas de dire la vérité et nous ne nous laisserons pas influencer par la propagande de ceux qui ont un intérêt personnel à dénigrer la province de Québec.

Je veux défendre mes compatriotes parce qu'ils méritent qu'on les défende. J'ai le plus grand respect pour les cultivateurs, les marins, les aviateurs, les soldats et tous les citoyens de ma province qui valent n'importe quels autres citoyens du Canada. Il ne faut pas qu'on nous considère comme une réserve dans la province de Québec. C'est une grave insulte. Nous voulons qu'on nous traite exactement de la même façon que les autres. Nous ne voulons pas qu'on use d'injustice à notre endroit. Nous voulons qu'on nous traite avec équité et loyalement.

Il y a des gens qui parlent en notre nom. Ils n'ont pas le droit de le faire, car ce fait [M. Pouliot.]

sant, ils oublient la masse; ils n'expriment pas le point de vue de la masse. Les opinions qu'ils expriment ne sont pas les nôtres; car ils ne cherchent en tout cela qu'à satisfaire leur intérêts égoïstes.

Dans cet effort de guerre, il ne faut pas laisser de côté la population de la province de Québec. Il faut qu'on sache bien ce qu'elle a fait dans le passé afin d'être en mesure de formuler un jugement équitable concernant le présent et l'avenir. Qu'on nous fournisse les chiffres. Comment se fait-il que nous ne puissions pas les obtenir? Comment se fait-il qu'on ne puisse pas les fournir à tous les membres du Parlement ni à tous les citoyens du dominion? Un tel renseignement ferait plus pour l'unité nationale que tous les discours éloquentes prononcés par nos orateurs de talent ou ceux prononcés par certaines personnes, mais rédigés par d'autres. Il est temps que nous nous regardions en face et que nous nous disions nos vérités, sans craindre telle ou telle propagande. Il n'y a pas eu de propagande plus désastreuse que celle à laquelle on s'est livré au cours de la campagne sur le plébiscite; tous ceux qui n'étaient pas du même avis que le Gouvernement passaient pour des traîtres. Même en cette Chambre, certains membres faisaient les pires insinuations contre ceux de leurs collègues qui n'étaient pas de leur avis, quelque absurde qu'il fût.

J'espère, monsieur le président, que nous ne nous rendrons plus coupables des erreurs du passé, que nous saurons, à l'avenir, avoir une vue d'ensemble, et que tous les Canadiens, qu'ils parlent anglais ou français, comprendront que le Canada est notre patrie commune, que nous logeons tous à la même enseigne et qu'il est de notre intérêt de nous rapprocher dans la poursuite d'une fin commune. Ne représentons pas les gens pires qu'ils sont. Que les Canadiens français ne s'imaginent pas les Anglo-Canadiens autres qu'ils ne sont, et que ces derniers fassent la même chose. Il n'y a pas d'anges au pays. Chaque citoyen a un ange gardien qui veille sur lui, mais cet ange est invisible. Les personnes que nous voyons ne sont pas des anges, même si elles sont de très bons citoyens.

N'est-il pas possible, monsieur le président, de revenir à l'amour de notre pays, à sa défense et à sa protection? J'ai prêché ce retour. Si l'on ne veut pas admettre mon raisonnement, j'en tenterai un autre à l'adresse de ceux qui ne sont pas Canadiens de cœur, mais impérialistes. Je leur dirai: "Nous voulons, sans retard aucun, les routes qu'exige notre effort de guerre. Si vous ne voulez pas qu'on les construise pour la défense du Canada, permettez au moins qu'on les établisse pour pouvoir transporter les approvisionnements dont ont besoin la Grande-Bretagne et